**Introduction**

Depuis le 8 décembre 1991 et l’éclatement de l’U.R.S.S., la Russie n’est plus en mesure de rivaliser avec la superpuissance que sont les Etats-Unis. Mais penser que le plus grand pays du monde se contentera d’un rôle mineur sur la scène internationale serait se leurrer. Les russes ont trop d’ambition et de fierté pour cela. Mais si le désir de pouvoir est resté intact, les méthodes ont changées. Plus question de révolution et de domination du prolétariat, plus de conflits ouverts avec les Etats-Unis, la domination russe sera énergétique. La Russie possède des ressources phénoménales en matière de minerais, de pétrole et surtout de gaz. Et cela, Medvedev et Poutine en sont conscients et comptent bien l’utiliser à leur avantage.

En 2006, lorsque Gazprom, géant gazier russe, a coupé les gazs (c’est le cas de le dire) à l’Ukraine pour lui imposer ses conditions, on a pu constater la capacité de nuisance de l’entreprise. Car en fermant un simple robinet au coeur de l’hiver, ils ont littéralement cryogénisé l’Ukraine, dépendante du gaz russe. Et comme l’Etat russe possède majoritairement le capital de Gazprom, qui a le monopole du gaz et qui fournit de très nombreux pays européens, on peut voir, au-delà d’une véritable agression de la part de Gazprom, une pression politique pernicieuse de l’Etat russe et une volonté d’affirmer sa puissance et son influence au monde entier. “La Russie possède le pouvoir de vous congeler, alors évitez de vous la mettre à dos” semble être le message envoyé par Moscou.

Et même si les visages changent, si les présidents russes se succèdent, Gazprom perdure, traversant toutes les tempêtes, économiques comme politiques. Personne ne peut contester le monopole de l’entreprise sous peine de se voir réduit au silence, par des moyens parfois pour le moins contestables. Elle est l’arme ultime de Medvedev et de Poutine, ou plutôt de Poutine, puisque le président russe actuel fait plus figure de poupée dont son premier ministre tirerait les ficelles que de véritable chef de l’Etat. Pour montrer le lien inextricable entre le pouvoir et Gazprom, il suffit de se souvenir que Medvedev, avant d’être élu président de la Russie en 2008, était tout simplement… président de Gazprom et que Viktor Zoubkov, premier ministre sortant remplacé par Vladimir Poutine sera nommé au conseil d’administration du géant gazier !

A partir de là, nous sommes en droit de nous poser la question : “Comment Poutine et Medvedev ont-ils utilisé Gazprom pour asseoir l’influence de la Russie et faut-il craindre un monopole gazier russe ?”

Je commencerai par un bref historique de l’histoire de Gazprom, avant de pointer le problème grandissant de la dépendance européenne au gaz russe, je ciblerai ensuite le paradoxe de la stratégie économique russe. Avant de conclure, j’exposerai les différentes attitudes possible face à l’avènement de la superpuissance énergétique russe.

**L’empire Gazprom**

Je ne pourrais pas aller plus avant dans ma réflexion sans rappeller les origines de “l’état dans l’état” qu’est le géant gazier russe. Gazprom est né dans la première moitié des années 1990, autant dire à l’Age de Pierre de l’économie de marché russe. La période post-communiste fût des plus mouvementées. Les procédés les plus opaques et discutables étaient mis en pratique pour s’approprier les morceaux les plus juteux, allant des intrigues politiques jusqu’aux éliminations physiques… Et c’est dans cette atmosphère malsaine de privatisation que Gazprom se transforma en société par actions, en 1992. Ce qui ne fût pas un problème pour l’Etat qui se réserva un contrôle majoritaire. Ainsi la société restait dans le giron du Kremlin. La comptabilité opaque de l’entreprise favorisait les opérations financières douteuses, des millions de roubles prenant la direction de zones financières off-shore. C’est d’ailleurs un secret de Polichinelle que Gazprom a participé financièrement aux campagnes électorales de ses “amis”. Ce fût le cas lorsque le Kremlin a décidé de marginaliser les communistes à la Douma, en créant en 1995 le parti “Notre Maison La Russie”, sous la houlette de Tcheromyrdine, alors président de Gazprom. Le parti fut d’ailleurs rapidement rebaptisé par la population “Notre Maison Gazprom”. Gazprom a été et est encore un instrument du pouvoir.

A Novy Ourengoï, il n’y a rien que le vent, le froid et la neige. Le soleil lui même semble avoir déserté l’endroit. Ca, c’était avant que Gazprom n’en fasse sa capitale d’extraction gazière. Aujourd’hui, le géant gazier veille au bien être de ses travailleurs et de leur famille. Bienvenue à Gazpromville, endroit où il fait bon vivre, ou en tout cas moins mauvais qu’ailleurs. Les salaires sont corrects, jusqu’à 1500 dollars pour un ouvrier. Le triple du salaire de l’ouvrier russe moyen. Une aubaine pour de nombreux travailleurs qui viennent chercher un confort inespéré dans le froid de la Sibérie. Ici on vole dans des avions Gazprom, on boit Gazprom, on regarde la chaine de télévision Gazprom, on écoute même Jazzprom, groupe de musique local, bref on pense Gazprom. Le “G” bleu ciel de la société est partout, omniprésence qui n’est finalement que le reflet de son monopole sur le marché gazier européen.

**Une dépendance énergétique croissante**

Parce que, si la société répond aux besoins énergétique de la Russie, elle est avant tout le fournisseur de nombreux pays européens, tels que la Hongrie, l’Allemagne, la Pologne, l’Estonie… Et c’est la son principal point fort ! Dans les prochaines décénnies, le pouvoir appartiendra à ceux qui pourront satisfaire la demande énergétique croissante de l’Europe et surtout de l’Asie. Et il va sans dire que la Russie compte se poser en figure de proue de l’industrie gazière, avec Gazprom comme fer de lance. L’Union Européenne s’est bien rendu compte de la situation et tente de figer la Russie dans son modèle économique des années 1990 grâce, notamment, à des accords tels que la Charte Energétique. La Russie, quant à elle, menace de créer une sorte “d’OPEP du gaz”, qui contrôlerait alors tout le marché énergétique, en conférant un pouvoir sans bornes à ses membres.

L’offensive gazière russe à déjà commencé, lorsque en 2006, ils ont augmenté de façon importante leurs tarifs gaziers pour ses plus proches voisins. Par delà l’objectif économique évident, les russes poursuivent un but bien plus stratégique : obliger les pays de l’ex-URSS à céder le controle des systêmes de transports stratégiques qui acheminaient le gaz de l’est vers l’ouest à Gazprom. D’où cette coupure sauvage du gaz en Ukraine, qui refusait d’abandonner le controle de ces gazoducs. La Russie ne reculera devant rien dans ce qui pourrait se transformer en Guerre froide du 21ème siècle.

On peut donc imaginer que la Russie va faire des pieds et des mains pour conserver l’avantage qu’elle possède et dont elle pourra profiter d’autant plus que les ressources mondiales diminuent. Le but clair étant de créer une dépendance de l’Europe pour se ménager un moyen de pression. L’enjeu de ce siècle sera énergétique, et même si l’on peut supposer que d’ici une vingtaine d’années une source d’énergie alternative sera trouvée, d’ici là, la Russie compte bien utiliser le gaz pour retrouver une influence mondiale.

**Une stratégie économique paradoxale**

Mais alors que la Russie innonde littéralement l’Europe de son gaz, elle a de plus en plus de mal à assurer sa consommation intérieur. Le plus grand exportateur de gaz en viendra-t-il à devoir importer son principal fond de commerce ? L’idée en elle-même semble paradoxale et saugrenue, mais s’inscrit dans la réalité de la politique russe : le tout à l’exportation. Tellement obnubilé par leur domination mondial sur le marché énergétique, ils en viennent presque à oublier qu’ils ont eux-même des besoins. Ainsi la nouvelle centrale électrique de St-Petersbourg, bâtie en 2006, manque, pour fonctionner, de… gaz ! On ne peut certainement pas expliquer cela par un manque de ressource – la Russie abrite 16% des réserves mondiales de gaz – mais plutôt par une volonté de Gazprom même. Selon la société, les prix artificiellement bas du gaz vendu sur le marché intérieur, par rapport aux marchés européens, rend la vente nationale de gaz peu rentable. Ainsi, même en vendant les deux-tiers de sa production sur le marché intérieur, Gazprom arrive à peine à l’équilibre. Le géant gazier investit donc peu dans les gisement destinés à la consommation nationale.

**Vive le gaz de l’amitié !**

Face à cette prise de pouvoir russe, plusieurs attitudes sont possibles, les Hongrois ont choisi la solution de l’alliance. “Nous sommes de nouveaux amis !” déclaraient ainsi les hongrois présents lors de la réouverture de l’oléoduc “Droujba”. Ce discours mielleux masque cependant une situation plus grave, puisque 80% de la consommation d’énergie fossile hongroise proviens du géant russe. Et s’ils peuvent s’assurer un approvisionnement via un autre oléduc en cas de coup dur, il n’existe aucune autre alternative concernant le gaz. Pourtant, les autorités hongroises n’étudient pas sérieusement de solutions de rechange pour diversifier leur approvisionnement. Ils devraient pourtant s’assurer d’autre fournisseurs, non pas par russophobie, mais par simple mesure de sécurité stratégique ! Au lieu de ça, le pays continue de renforcer ses liens avec la Russie, se soumettant d’eux-même au bon vouloir russe.

On pourrait dés lors penser que la Hongrie profite de tarifs préférentiels de la part de la Russie. Que du contraire ! La Hongrie, qui achète le gaz russe à prix fixe jusqu’en 2014, le fait à un prix élevé par rapport à d’autre pays de l’UE. Cela s’explique simplement par le fait qu’un fournisseur qui a le monopole est en position de force et peut faire ce que bon lui semble.

Et lorsque l’on sait que la direction de Gazprom est composé en partie d’ancien membres du KGB, en contact direct avec le Kremlin, il est difficile de ne pas assimiler les prix hauts pratiqués pour les voisins direct de la Russie et ex-républiques Soviétiques à une forme de vengeance post-URSS.

**Méfiance envers la superpuissance russe**

L’autre option, choisie notamment par des pays comme la Belgique, la Géorgie ou l’Allemagne, est celle de diversifier les sources d’approvisionnement en gaz. On constate ainsi qu’il n’y a que environ 5% du gaz consommé par la Belgique qui provient du marché russe, le restant étant fourni par des pays comme les Pays-Bas, la Norvège ou le Quatar. L’Allemagne, quant-à-elle, a publiquement changé de ton envers la Russie, durcissant le dialogue. La Géorgie, après un différend tarifaire avec Gazprom, qui profitait de son monopole pour demander des prix exorbitants, s’est tournée vers L’Azerbaïdjan et la Turquie pour se procurer du gaz. Un texte européen déclare d’ailleurs que d’ici 2020 20% de l’énergie consommée par l’UE doit provenir des énergie renouvelable. Une façon de se désolidariser de la Russie.

Il est important que l’Europe s’assure une indépendance énergétique relative vis-à-vis de la Russie pour se mettre à l’abris d’éventuelles pressions économiques ou politiques.

**Conclusion**

Pour répondre donc à ma problématique qui était “Comment Poutine et Medvedev ont-ils utilisé Gazprom pour asseoir l’influence de la Russie et faut-il craindre un monopole gazier russe ?” je commençerai par dire que Poutine en personne et par la suite par l’intermédiaire de Medvedev, a utilisé Gazprom comme une arme, ou plutôt un moyen de pression sur l’Union Européenne. Et lorsque l’on sait l’importance des combustible dans notre modèle de société on se rend compte du poids de “l’argument” russe… S’appuyant sur un sous-sol riche en énergies fossiles, ils peuvent imposer, grâce à leurs exportations massives, leurs tarifs. Mais pas uniquement leur tarifs puisque le gaz peut être un moyen d’influer sur la politique internationale. Qui se risquerait à défier la Russie lorsque l’on sait que l’Etat russe possède le plus grand producteur de gaz mondial, Gazprom ? La Russie retrouve donc progressivement son statut de grande puissance mondiale.

Mais alors, doit on craindre le monopole gazier russe ? On doit certainement s’en préoccuper, mais pas le craindre car il y a des solutions, notamment diversifier son approvisionnement. On constate que les pays les plus exposés au “chantage” russe sont naturellement ceux qui dépendent exclusivement du gaz russe. Ainsi, des pays comme la Belgique ou la Géorgie ont trouvés la parade en s’approvisionnant en Azerbaïdjan, aux Pays-Bas ou au Quatar, ce qui leur permet de discuter en toute sérénité avec le géant russe Gazprom, sans crainte de représailles tarifaires.

Une autre solution est de se tourner vers les énergies renouvelables, ou énergies vertes. Des parcs d’éoliennes ou des barrages peuvent être envisagés, pour à terme, parvenir à couvrir une partie de nos propres besoins. Mais ces projets ne pourront pas être réalisés dans un futur proche, soit par manque de moyens, soit à cause d’une mentalité de consommation ancrée dans nos moeurs capitalistes.

Car aujourd’hui force est de constater que l’Europe dépend encore de la russie et du géant tentaculaire Gazprom. La société gazière est partout, sponsors de clubs de football tels que Schalke 04 et du Zénith Saint-Petersbourg, elle possède 3 chaînes de télévision, sa propre banque, sa compagnie aérienne, elle controle plusieurs journaux importants russes, et possède 11 salles de cinéma dans la capitale, Moscou…

Et aujourd’hui, la Russie s’est offert la coupe du monde 2018. Mais aurait-on réellement pu refuser l’organisation de cet évenènement sportif à un si grand pays, qui n’avait jamais pu l’organiser du fait d’une conjoncture politique défavorable durant la Guerre Froide ? Et surtout, aurait-on pu le refuser à notre principal fournisseur de gaz ? La question est posée…